

I-Ministère de l'agriculture et de la pêche

Arrêté du 24 octobre 2005 relatif à des mesures de protection des oiseaux vis-à-vis de l'influenza aviaire modifié par arrêtés du 27 octobre 2005, du 29-11-2006 et du 16-02-2006

(J.O n° 249 du 25 octobre 2005 page 16857 NOR: AGRG0502385A)

(J.O n° 252 du 28 octobre 2005 page 17021 NOR: AGRG0502403A)

(J.O n° 278 du 30 novembre 2005 page 18537 NOR: AGRG0502646A)

(J.O n° 41 du 17 février 2006 page 2420 NOR: AGRG0600360A)

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le titre II du livre II du code rural, notamment les articles L. 221-1, L. 221-11, L. 221-12, D. 223-22, R. 228-1 et R. 228-7 ;

Vu la décision 2005/734/CE de la Commission du 19 octobre 2005 modifiée arrêtant des mesures de biosécurité destinées à limiter le risque de transmission aux volailles et autres oiseaux captifs, par des oiseaux vivant à l'état sauvage, de l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus influenza A et établissant un système de détection précoce dans les zones particulièrement exposées ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2005 pris pour l'application de l'article L. 221-1 du code rural ;

Vu l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments en date du 21 octobre 2005,

Arrête :

Article 1

Tout propriétaire ou détenteur d'oiseaux doit prendre les mesures nécessaires afin de prévenir tout contact direct ou indirect avec les oiseaux vivant à l'état sauvage.

« Art. 2. - L'utilisation d'eaux de surface pour le nettoyage des bâtiments et des matériels d'élevage ainsi que pour l'abreuvement des oiseaux est interdite, à moins que cette eau n'ait été traitée pour assurer l'inactivation d'un éventuel virus.

« L'approvisionnement des oiseaux en aliments et en eau de boisson doit se faire à l'intérieur d'un bâtiment ou au moyen de distributeurs protégés de telle façon que les oiseaux sauvages ne puissent accéder à ces dispositifs ni les souiller.

« Art. 3. - Dans tous les départements de France métropolitaine, les oiseaux doivent être maintenus à l'intérieur de bâtiments fermés.

« Il peut être dérogé au premier alinéa, lorsque ce maintien n'est pas praticable. Dans ce cas, le détenteur des oiseaux doit faire procéder à une visite par un vétérinaire sanitaire. Dans les départements énumérés en partie 1 ainsi que dans les communes situées en zone humide ou à proximité immédiate énumérées en partie 2 de l'annexe, cette visite doit être mensuelle, la première devant être réalisée avant le 15 mars 2006. Partout ailleurs, une seule visite est requise ; elle doit être réalisée avant le 1er avril 2006.

« Lorsque des points d'eau extérieurs sont nécessaires pour des raisons de bien-être animal, ces points d'eau doivent être protégés de façon à ce qu'ils ne soient pas accessibles aux oiseaux sauvages.

« Art. 4. - La dérogation mentionnée au deuxième alinéa de l'article 3 n'est pas applicable, dans les communes figurant en partie 3 de l'annexe, aux installations comptant un effectif d'oiseaux inférieur à cent individus.

« Art. 5. - Tout rassemblement d'oiseaux, en particulier à l'occasion de foires, marchés, expositions,

concours, est interdit. Toutefois, en dehors des départements mentionnés au premier alinéa de l'article 3, le préfet peut accorder une dérogation à cette interdiction, qui est subordonnée au respect de conditions sanitaires précisées par instruction du ministre chargé de l'agriculture. »

Article 6

« Les dispositions du présent arrêté sont applicables jusqu'au 31 mai 2006. »

Article 7

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.
Fait à Paris, le 24 octobre 2005.

A N N E X E (en date du 16-02-2006)

Partie 1 : Départements mentionnés à l'article 3

Les départements des LANDES (40), de la LOIRE-ATLANTIQUE (44) et de la VENDEE (85).

Partie 2 : Liste des communes mentionnées à l'article 3

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO n° 41 du 17/02/2006 texte numéro 38

Partie 3 : Liste des communes mentionnées à l'article 4

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO n° 41 du 17/02/2006 texte numéro 38

II-Ministère de l'écologie et du développement durable

Arrêté du 24 octobre 2005 relatif à la suspension de l'emploi d'appelants pour la chasse pour prévenir l'apparition de l'influenza aviaire modifié par arrêté du 29 novembre 2005

(J.O n° 249 du 25 octobre 2005 page 16859 NOR : DEVN0540407A)

(J.O n° 278 du 30 novembre 2005 page 18540 NOR: DEVN0540447A)

La ministre de l'écologie et du développement durable,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 424-1, L. 424-2, L. 424-4, L. 429-20, R. 424-15 et R. 429-7 ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2003 modifié relatif à l'usage des appeaux et des appelants pour la chasse aux oiseaux de passage et du gibier d'eau et pour la destruction des animaux nuisibles,

Arrête :

Article 1

Le transport et l'emploi, pour la chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau, d'appelants vivants d'espèces d'oies, de canards de surface, de canards plongeurs, de la foulque macroule et du vanneau huppé sont suspendus « jusqu'à la date de la fermeture de la chasse des espèces mentionnées audit arrêté » sur tout le territoire national.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 2005.